

nadienne contribuerait à faire disparaître automatiquement le chômage. Il en résulterait une diminution notable du climat de tension dans lequel travaillent le ministre et ses services. Je propose qu'il rencontre le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin), le ministre de l'Agriculture (M. Olson) et le ministre responsable de la Commission du blé, afin de résoudre quelques-uns de ces problèmes fondamentaux. Si certains de ces problèmes étaient résolus, nous aurions, en Saskatchewan, moins de chômage et moins besoin de développement régional.

Je me demande pourquoi la région que je représente n'a droit à aucune aide aux termes du programme d'expansion régionale. La géographie seule ne devrait pas déterminer les besoins d'une région. Une ville, une agglomération ou une industrie située dans une région donnée peut bel et bien avoir besoin d'aide ou de subventions. La circonscription de Battleford-Kindersley n'a pas droit à de l'aide parce qu'elle ne se trouve pas dans la région du ministre; nous devrions nous baser sur autre chose pour régler nos problèmes.

Une coopérative avait songé à construire une fabrique d'huile végétale à North Battleford. Lorsque j'en ai parlé au directeur de la coopérative, il m'a dit qu'une subvention au développement régional aurait de l'importance et influencerait sur le choix de l'emplacement de l'usine. Je ne crois pas que Saskatoon ait plus besoin d'emplois que North Battleford. Voudrait-on dire que les citoyens de North Battleford qui cherchent un emploi devraient déménager à Saskatoon parce que cette ville est dans une région désignée aux termes du programme de subventions au développement régional? Cela n'a pas de bon sens, à mon avis.

Si une industrie veut s'installer dans une région donnée à cause du marché ou d'un autre facteur de ce genre, cela mérite examen. Je suis d'accord avec l'article du programme de développement régional qui traite de ce point. Le ministre a déjà changé d'avis en ce qui concerne certaines régions. Saskatoon et Regina sont maintenant des zones spéciales. Il n'y a eu aucun changement pour la région que je représente. Peut-être n'avons-nous pas suffisamment d'importance du point de vue politique ou bien l'industrie n'y est pas d'un grand intérêt. Peut-être n'ai-je pas fait suffisamment de bruit en ma qualité de parlementaire. Si tel est le cas, mes électeurs ont raison de se plaindre.

Je ne crois pas qu'on s'y prenne de la bonne façon pour résoudre ces problèmes. Je vais traiter de certains aspects de ce bill. On y dit que les exploitants touristiques peuvent emprunter de l'argent. Or, cela ne peut s'appliquer à ma région puisqu'elle n'est pas visée par le programme de subventions au développement régional. Il n'est pas tellement nécessaire, à mon avis, que le gouvernement construise des installations pour le tourisme. S'il y a suffisamment de touristes dans une région, on peut y bâtir les hôtels et les motels nécessaires. Si l'industrie touristique périclète dans les Prairies, c'est surtout à cause de l'économie. Voilà une industrie à laquelle on devrait songer en fonction du développement régional. Souvent les régions dépourvues d'industries peuvent attirer les touristes.

Je me rappelle avoir visité la circonscription du député de Bellechasse (M. Lambert) au sud de Québec. En parcourant la région, le député m'a dit qu'un parc devrait être aménagé dans les collines et les montagnes. Il semble

[M. Thomson.]

que cette partie de sa circonscription ne se prête à rien d'autre. Les pâturages étaient si maigres que les troupeaux ne pouvaient en retirer qu'un peu d'exercice. Voyageant en touriste dans la région, il m'a semblé qu'elle pourrait attirer les touristes. Il en va de même d'autres régions pauvres en industries.

La partie rurale de ma circonscription englobe quelques-unes des meilleures terres arables de la Saskatchewan. En outre, on y trouve deux gisements pétrolifères. Bien des citoyens n'ont jamais vu de terres agricoles ni de gisements pétrolifères. Cela pourrait les intéresser. On devrait encourager le développement de l'industrie du tourisme dans cette région. Le ministre de l'Industrie et du Commerce devrait encourager un programme visant à faire visiter le Canada d'abord, ou du moins, une partie du Canada. Je me suis entretenu avec bien des gens d'Ottawa, de Toronto et de Montréal qui savent à peine que l'Ouest existe, et qui l'ont encore moins visité. Il y a beaucoup à voir dans l'Ouest.

• (3.30 p.m.)

J'aimerais également que le gouvernement fédéral, et surtout le ministère de l'Industrie et du Commerce, encourage le tourisme au Canada bien plus qu'ils ne l'ont fait jusqu'à présent, ne serait-ce que dans l'intérêt de notre unité nationale. Dans des journaux comme le *Globe and Mail* et autres grands quotidiens, on peut voir des annonces disant «Venez aux Caraïbes!», «Allez à Miami», «Allez en Europe». Ces annonces sont faites par Air Canada qui déclare «Prenez l'air avec nous» et indique le prix global du voyage. J'aimerais savoir si Air Canada se rend compte, en encourageant les gens à visiter l'Europe, qu'en fait, elle importe le chômage. Si elle encourageait les résidents de Toronto, de Montréal ou d'Ottawa à aller en Colombie-Britannique ou ailleurs dans l'Ouest, non seulement Air Canada encaisserait-elle de l'argent mais elle ferait également profiter le tourisme canadien de quelques dollars.

Certains députés de Colombie-Britannique sont de chauds promoteurs du tourisme. Je vois en face de moi deux députés qui ont fait le maximum en matière de promotion du tourisme en vantant leur province. Mais qu'ont fait les ministères du tourisme de la Saskatchewan, du Manitoba, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique pour faire connaître les attraits de leurs provinces respectives et y attirer les touristes aisés de l'Est du Canada qui passent leurs vacances en Europe ou ailleurs? Je n'ai rien contre un voyage en Europe et j'aimerais bien en faire un moi-même. Je veux dire que bien des gens qui se rendent actuellement en Europe visiteraient l'Ouest si on attirait leur attention sur ce qui vaut la peine d'y être vu. Je défie le député de Burnaby-Seymour (M. Perrault) et le député de Fraser Valley-Est (M. Pringle) de...

M. Pringle: Monsieur l'Orateur, le député me permettrait-il une question?

M. l'Orateur suppléant: Le député peut permettre qu'on lui pose une question mais j'aimerais que le député de Fraser Valley-Est (M. Pringle) le fasse de son siège.

M. Thomson: Je puis parler quelques moments encore pour permettre au député de regagner sa place, et alors je serai heureux d'entendre sa question.